

Chapitre 12

Cohésion sociale et population immigrée

La nature des relations qu'entretient la société d'accueil avec sa population immigrée est un vecteur important de l'intégration. Si la cohésion sociale entre les deux groupes est forte, l'intégration en sera facilitée. Mais si elle est faible, les immigrés éprouveront plus de difficultés à s'insérer. Le concept de cohésion sociale est complexe à mesurer. Il peut toutefois être approché par certaines informations disponibles dans les enquêtes de satisfaction.

La discrimination à l'encontre des immigrés est un des facteurs qui peut avoir des répercussions très négatives sur la cohésion sociale. Mais sa prévalence réelle est difficile à quantifier. Il est pourtant nécessaire de mesurer la discrimination en raison de l'origine ethnique, la « race » ou la nationalité, car cette discrimination joue négativement sur la motivation des immigrés à investir dans l'éducation et la formation, les meilleurs moyens pour améliorer les processus d'intégration. Les enquêtes d'opinion permettent d'évaluer le niveau de discrimination perçue par les populations immigrées (indicateur 12.1).

La cohésion sociale peut être également évaluée en analysant le niveau d'acceptation de l'immigration par les sociétés d'accueil. Un bon niveau d'acceptation entraîne indirectement les conditions d'une bonne intégration, la population immigrée étant plus à même de participer à la vie de la société quand elle sent cette société plus accueillante. Le niveau d'acceptation des populations immigrées est appréhendé ici par l'opinion publique sur l'immigration et son impact perçu (indicateur 12.2).

Pour une discussion sur ces indicateurs de cohésion sociale et les problématiques qu'ils soulèvent, se référer à la section « Limites de la mesure » à la fin du chapitre.

Principaux résultats

- Au sein de l'OCDE et de l'Union européenne, entre 2002 et 2012, un immigré sur sept se sentait discriminé en raison de son origine.
- La discrimination perçue est plus ressentie par les hommes et les personnes nées dans un pays à bas revenus. Les immigrés étrangers se sentent plus souvent victimes de ces pratiques discriminatoires que leurs homologues naturalisés.
- Les groupes les plus exposés à la discrimination ethnique sont très variables selon le pays (jeunes, chômeurs, personnes âgées).
- En 2012, un quart des populations des sociétés d'accueil juge que l'immigration a un impact économique négatif. Les avis sont toutefois opposés entre la Suisse et les pays scandinaves, jugeant l'impact plus positif, et une grande partie des pays d'Europe du Sud et centrale.
- Dans les pays d'installation, la majorité de la population considère que leur pays est un endroit où il fait bon vivre pour les immigrés. La majorité des pays d'Europe du Sud et centrale pensent l'inverse.
- Le sentiment de discrimination des immigrés a diminué entre 2002-06 et 2008-12 alors que les sociétés d'accueil considèrent un peu moins souvent que leur région est un endroit où il fait bon vivre pour les immigrés.

12.1. Discrimination perçue

Informations de référence

Indicateur

La discrimination ethnique se définit généralement comme une différence de traitement défavorable à un individu ou à un groupe de population donné en raison de son appartenance ethnique, de sa « race » ou de sa nationalité. Elle peut revêtir des formes diverses, et se manifester dans des comportements individuels ou dans des structures et pratiques institutionnelles. Cet indicateur présente la discrimination ethnique perçue par les personnes nées à l'étranger. Selon les pays, la discrimination mesurée est soit perçue personnellement dans une situation donnée, soit perçue pour l'ensemble du groupe « ethnique » auquel appartient le répondant.

Champ

Personne née à l'étranger âgée de 15 à 64 ans.

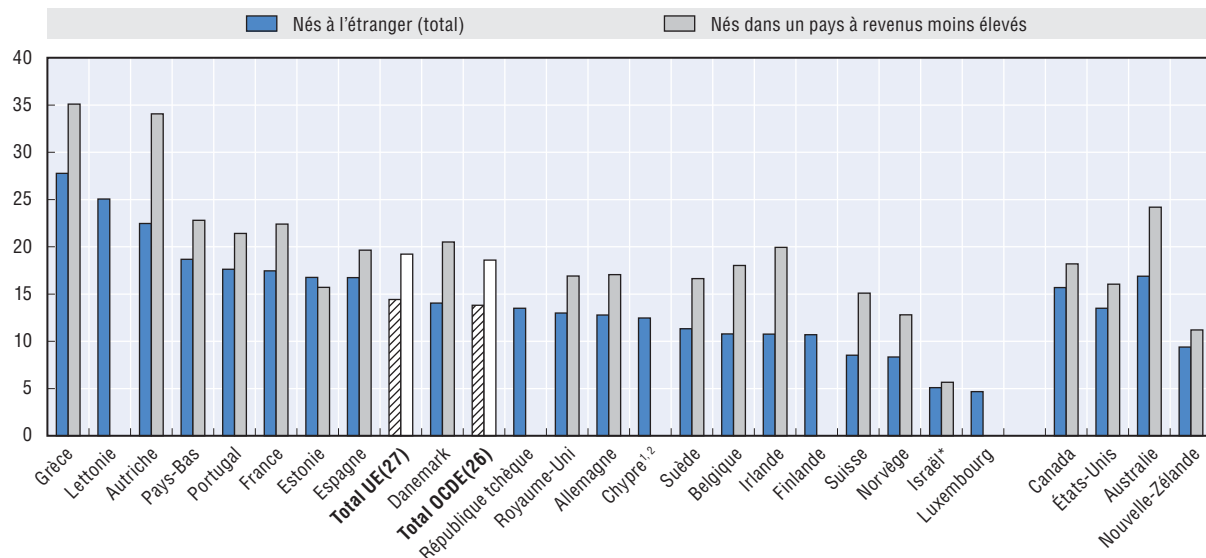
Dans l'ensemble des pays européens, entre 2002 et 2012, 14 % des immigrés considèrent appartenir à un groupe discriminé en raison de son appartenance ethnique, de sa nationalité, ou de sa « race » (graphique 12.1). Ce sentiment est particulièrement fort en Grèce, en Lettonie et en Autriche, où il touche un quart de la population immigrée. Il est de manière générale plus souvent ressenti chez les immigrés résidant en Europe du Sud, ainsi que dans les pays baltes, les pays scandinaves et au Luxembourg. Dans les pays non européens de l'OCDE, un immigré sur sept se sent discriminé.

Dans l'ensemble des pays, appartenir à un groupe discriminé est plus souvent perçu chez les personnes nées dans des pays à revenus moins élevés (graphique 12.1). Au sein de l'Union européenne, les immigrés des pays à revenus moins élevés sont 12 points de pourcentage de plus à ressentir la discrimination que leurs homologues des pays à revenus élevés, particulièrement dans l'UE15 (notamment au Portugal, en France et en Belgique). En Autriche et en Grèce, jusqu'à 35 % des immigrés de ces pays déplorent cette situation. En Amérique du Nord ou en Australie, les immigrés nés dans des pays à revenus moins élevés sont près de 10 points de pourcentage de plus à déclarer avoir subi des discriminations que leurs homologues nés dans des pays à plus hauts revenus. Un immigré de pays à plus faibles revenus sur quatre déclare avoir été discriminé en Australie en 2012-13.

Entre 2002 et 2012, la perception de la discrimination ethnique semble s'être accrue parmi les étrangers. Il est difficile à ce sujet de savoir si c'est l'obtention de la nationalité qui protège a posteriori de la discrimination ou bien si ce sont les critères d'intégration nécessaires à l'accès à la nationalité qui diminuent au préalable les situations de traitement défavorable. Quoi qu'il en soit, environ 17 % des étrangers dans l'Union européenne perçoivent une discrimination à leur égard ou à l'encontre du groupe auquel ils appartiennent (graphique 12.2).

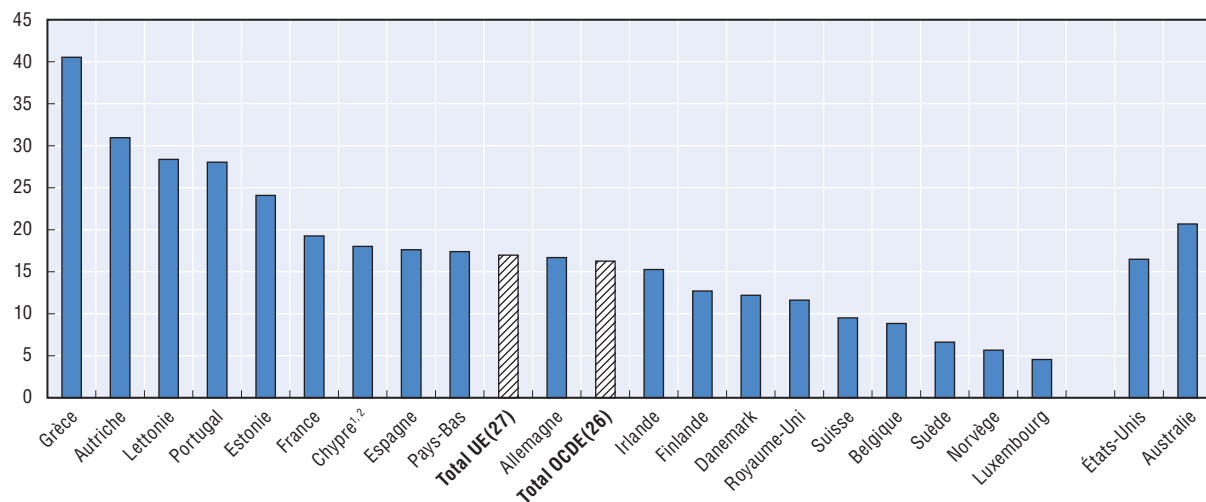
Le classement des pays où la discrimination est la plus perçue ne change pas fondamentalement selon que l'on prenne en compte le critère du pays de naissance ou celui de la nationalité. C'est en Europe du Sud (Grèce et Portugal, notamment) ainsi qu'en Autriche, que les immigrés étrangers se plaignent bien plus de la discrimination que les immigrés naturalisés. En Grèce, quatre immigrés étrangers sur dix se déclarent touchés par cette pratique (graphique 12.A1.1). À l'inverse, les immigrés étrangers résidant dans les pays d'Europe du Nord, aux Pays-Bas ou au Royaume-Uni se déclarent souvent moins discriminés que ceux ayant été naturalisés. Aux États-Unis et en Australie, comme dans les autres pays d'Europe, la discrimination est plus souvent perçue par les immigrés de nationalité étrangère que chez ceux ayant la nationalité du pays d'accueil.

Graphique 12.1. Pourcentage des immigrants âgés de 15 à 64 ans qui déclarent appartenir à un groupe discriminé/avoir été victimes de discrimination en raison de leur appartenance ethnique, leur nationalité ou leur « race », selon le pays d'origine, 2002-12



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933217535>

Graphique 12.2. Pourcentage des étrangers âgés de 15 à 64 ans qui déclarent appartenir à un groupe discriminé/avoir été victimes de discrimination en raison de leur appartenance ethnique, leur nationalité ou leur « race », 2002-12



StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933217540>

Les notes et les sources se trouvent à la fin du chapitre.

Il existe dans l'ensemble des pays de l'OCDE quelques facteurs communs à tous, comme la plus forte incidence de la discrimination perçue chez les hommes immigrés que chez les femmes immigrées, ou encore chez ceux originaires d'un pays à revenus moins élevés. Mais les autres facteurs varient, en fonction du contexte migratoire et socio-économique parfois très différent selon les pays, mais aussi en conséquence d'une mesure de la discrimination différente selon les sources nationales (voir « Limites de la mesure » à la fin du chapitre).

Au sein de l'Union européenne, entre 2008 et 2012, les immigrés nés en Afrique se sentent plus fréquemment appartenir à un groupe discriminé en raison de leur origine ethnique, leur « race » ou leur nationalité. Ils sont un quart dans ce cas, soit deux fois plus que la moyenne des immigrés (graphique 12.3). La discrimination est aussi plus perçue chez les personnes d'âge actif qu'aux âges de fin de carrière (55 ans et plus), sans qu'on puisse définir si c'est un réel effet d'âge ou un effet de génération (les générations plus jeunes perçoivent peut être plus la discrimination que les générations plus âgées).

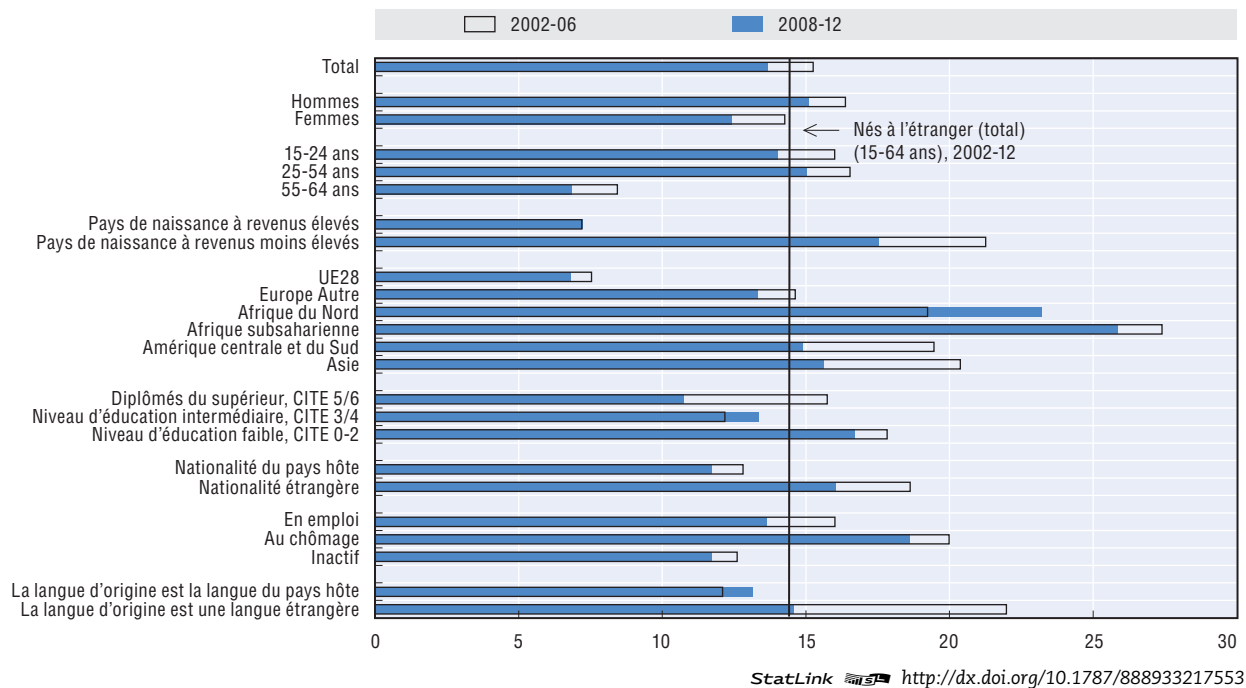
De manière générale, les personnes ayant des caractéristiques qui entraînent plus de difficultés d'insertion professionnelle se sentent plus discriminées. Ainsi, 19 % des immigrés au chômage et 17 % de ceux ayant un faible niveau d'éducation sont dans cette situation. Les immigrés dont la langue maternelle est différente de celle du pays d'accueil se plaignent également plus de discriminations. En revanche, la discrimination ethnique dans l'Union européenne est moins ressentie par les immigrés ces dernières années : elle a diminué de 1 point de pourcentage entre 2002-06 et 2008-12. Les immigrés nés en Afrique du Nord se perçoivent cependant plus souvent membres d'un groupe « ethnique » discriminé qu'au milieu des années 2000.

En 2009, au Canada, ce sont les immigrés originaires d'Asie (20 %) qui rapportent le plus avoir subi des discriminations, alors que ceux nés en Afrique se situent dans la moyenne de l'ensemble des personnes nées à l'étranger. À l'inverse de l'Europe, ce sont les immigrés connaissant les meilleures conditions d'insertion professionnelle qui perçoivent le plus les discriminations : c'est le cas de 17.5 % de ceux ayant un haut niveau d'éducation contre 9 % de ceux ayant un niveau faible (graphique 12.4). Ceci peut s'expliquer par le fait que la majorité des immigrés qualifiés au Canada sont des migrants de travail qui ont été préalablement sélectionnés. Cette sélection pourrait avoir entraîné de plus grandes attentes d'un traitement favorable de leur part. Ceci pourrait expliquer en partie pourquoi les immigrés en emploi rapportent également plus de discrimination que ceux au chômage. Enfin, si les immigrés les plus âgés perçoivent moins de traitement défavorable en raison de leur appartenance « ethnique », les plus jeunes (15-24 ans) le ressentent encore plus fortement (20 % des cas), tout comme en Europe.

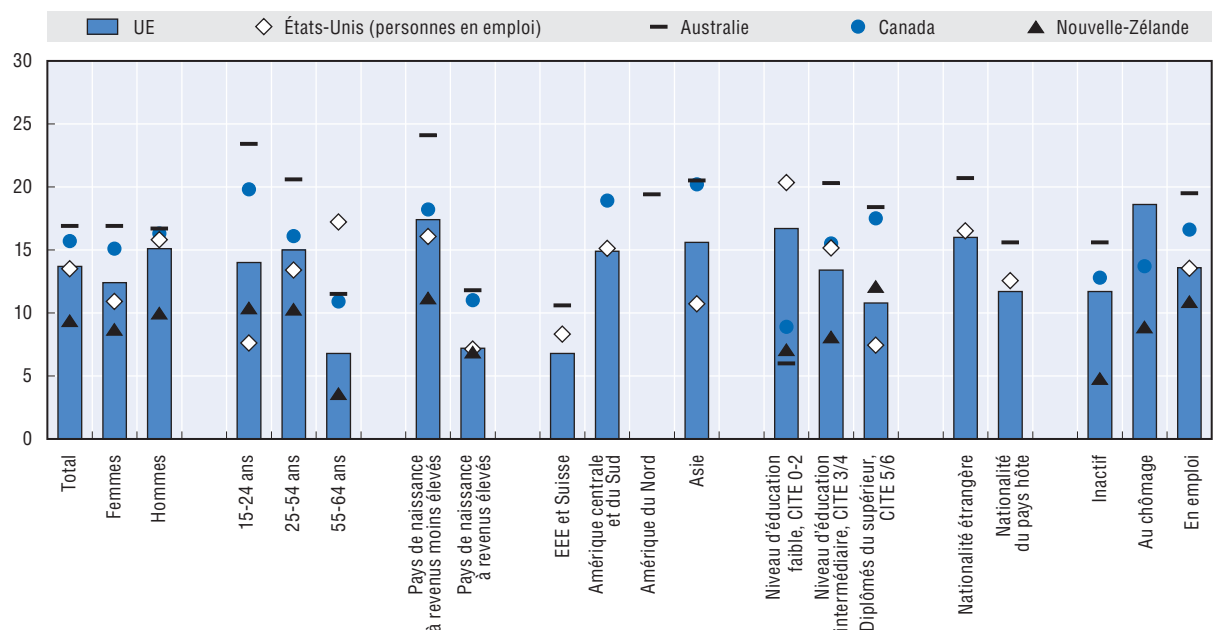
En Australie et en Nouvelle-Zélande, comme au Canada, les immigrés originaires d'Asie, les immigrés les plus jeunes ou les plus diplômés rapportent plus souvent avoir été victimes de discrimination. Les personnes en emploi s'en disent plus souvent victimes que les personnes éloignées du marché du travail.

Aux États-Unis, où la mesure de la discrimination entre 2004 et 2012 n'est disponible que pour la population en emploi, les immigrés nés en Asie sont cette fois moins touchés que l'ensemble des personnes nées à l'étranger. On retrouve, comme en Europe, une discrimination plus souvent perçue par les immigrés les moins qualifiés (20 % des cas). Par contre, la discrimination « ethnique » au travail est un plus grand problème pour les immigrés âgés, qui rapportent deux fois plus souvent de traitement défavorable que les jeunes de moins de 25 ans. Ici encore, une étude plus approfondie serait nécessaire pour savoir si c'est un effet d'âge ou un effet de génération.

Graphique 12.3. **Pourcentage d'immigrés (15-64 ans) déclarant appartenir à un groupe discriminé, UE, 2002-06 et 2008-12**



Graphique 12.4. **Pourcentage d'immigrés (15-64 ans) déclarant avoir été victimes de discrimination, 2008-12**



Les notes et les sources se trouvent à la fin du chapitre.

12.2. Opinion des sociétés d'accueil sur l'immigration

Informations de référence

Indicateur

Contrairement aux indicateurs précédents, cet indicateur tente d'évaluer l'intégration des immigrés du point de vue de la société d'accueil, l'intégration étant facilitée par une opinion favorable. L'opinion des sociétés d'accueil sur l'immigration est ici appréhendée à partir de questions diverses : « est-ce que le lieu de vie des enquêtés est un bon endroit pour vivre pour les immigrés ? », « quel est l'impact de l'immigration sur l'économie et la vie culturelle ? », etc. Cette dernière question n'est pas posée dans les enquêtes concernant les pays non européens.

Champ

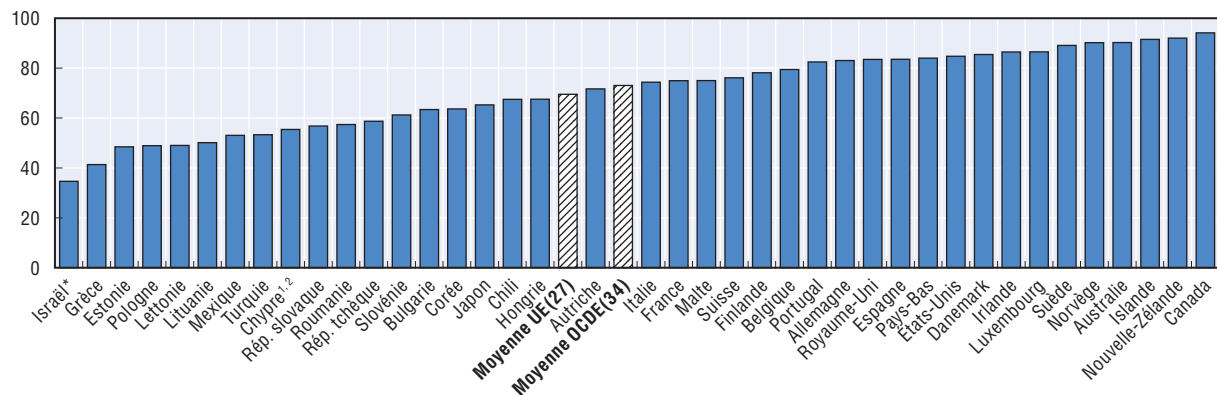
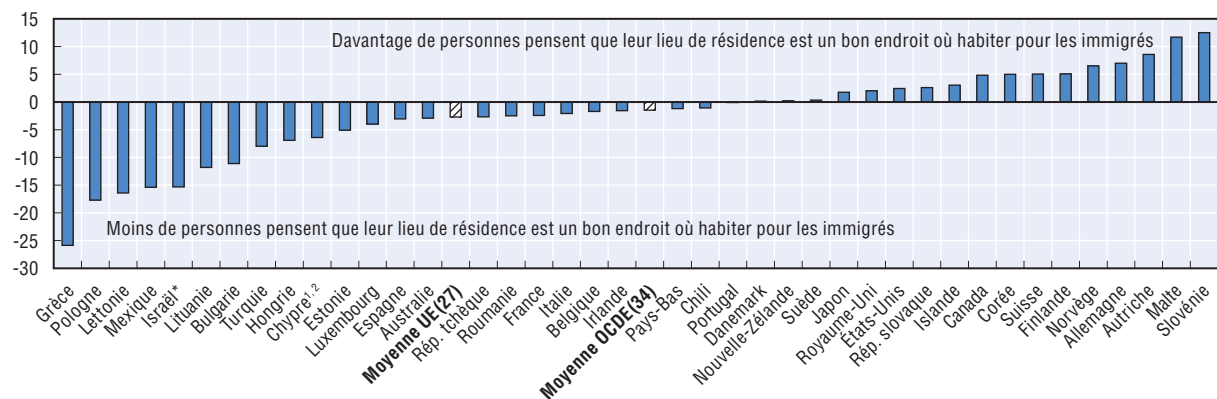
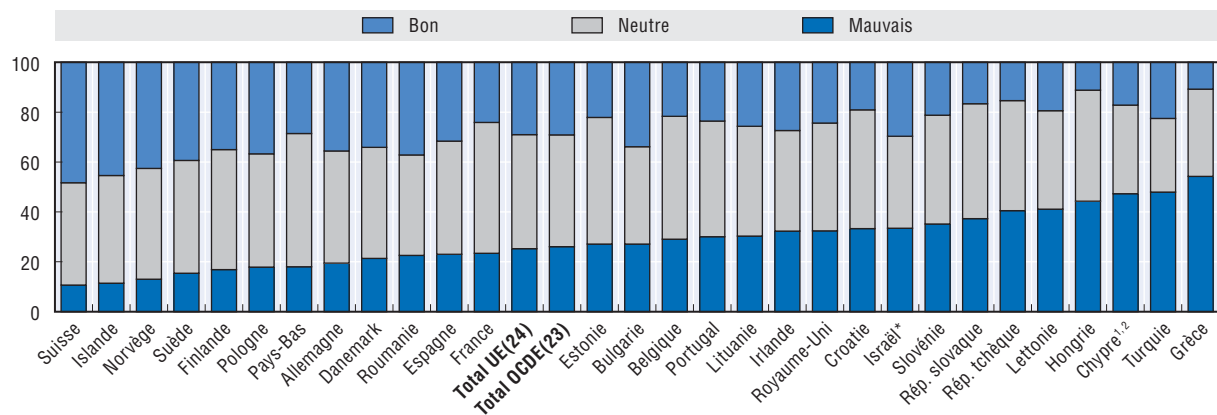
Toute personne âgée de 15 ans et plus, qu'elle soit née dans le pays ou immigrée.

En 2012, en moyenne 73 % des personnes vivant dans la zone OCDE trouvent que le lieu où elles résident est un bon endroit pour vivre pour les immigrés. Cet avis est un peu moins partagé par la population de l'Union européenne (69.5 %, graphique 12.5). Ce niveau d'acceptation varie beaucoup selon les pays. Dans la majorité des pays d'Europe centrale, dans les pays baltes, ainsi qu'en Grèce ou en Israël, la population pense généralement que son lieu de vie n'est pas un bon endroit pour que les immigrés y vivent. Un tiers de la population israélienne seulement trouve ainsi que leur voisinage est un bon lieu de vie pour les immigrés.

Les pays à revenus moins élevés (à l'image du Mexique ou de la Turquie) sont aussi moins tolérants envers l'immigration que les pays plus riches. À l'inverse, les pays d'installation (Australie, Canada, Nouvelle-Zélande) sont les plus ouverts à l'immigration, neuf dixièmes de la population trouvant que leur lieu de vie est un bon endroit pour les immigrés. C'est également le cas des pays scandinaves (notamment Islande et Suède). Dans les autres pays de l'OCDE (États-Unis, UE15), la majorité de la population pense que les immigrés trouveraient un bon lieu de vie dans leur quartier.

L'opinion publique des pays de l'OCDE et de l'UE est en moyenne un peu plus sceptique en 2012 qu'en 2007. À l'exception d'Israël, la majorité de l'opinion en 2007, quel que soit le pays, trouvait que son lieu de résidence était un bon lieu d'installation pour l'immigration. L'opinion s'est inversée dans cinq pays. En Grèce, la part de personnes pensant que son quartier de résidence est un bon lieu pour s'installer pour les immigrés est passée de 67 % à 41 % (graphique 12.6). Les pays à faible niveau de vie, ainsi que ceux ayant le plus souffert de la crise, ont vu leur niveau d'acceptation de l'immigration diminuer. À l'inverse, l'opinion publique est devenue plus favorable dans les pays de l'UE15 moins touchés par la crise, à l'exception du Benelux et de la France. Les Allemands, les Autrichiens et les Scandinaves voient plus souvent leur quartier comme un bon lieu de vie pour les immigrés. Enfin, la situation est variable parmi les pays d'installation. L'opinion canadienne perçoit plus son lieu de vie comme accueillant actuellement qu'il y a cinq ans, alors que l'opinion favorable en Australie a diminué de trois points de pourcentage.

L'opinion sur l'installation des immigrés est assez proche de l'opinion sur l'impact de l'immigration. Dans l'ensemble des pays européens entre 2008 et 2012, l'impact de l'immigration sur l'économie est perçu de manière négative pour 26 % de la population mais de manière positive pour 29 % (graphique 12.7). À Chypre^{1,2}, en Grèce, en Hongrie et en Turquie, l'impact de l'immigration sur l'économie est perçu de manière négative par au moins 45 % de la population. À l'inverse, plus de 40 % de la population des pays scandinaves et de la Suisse juge cet impact positif. L'impact de l'immigration sur la vie culturelle est perçu de manière plus positive que celui sur l'économie (43 % d'avis favorables dans la zone OCDE, graphique 12.A1.2). Le classement des pays vis-à-vis de cet impact culturel est similaire à celui sur l'économie.

Graphique 12.5. **Pourcentage de la population qui estime que sa ville ou son quartier est un bon endroit d'installation pour les immigrants qui arrivent de l'étranger, 2012**StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933217575>Graphique 12.6. **Évolution du pourcentage de la population qui estime que sa ville ou son quartier est un bon endroit d'installation pour les immigrants qui arrivent de l'étranger, 2007-12**StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933217583>Graphique 12.7. **Impact économique perçu de l'immigration, 2008-12**StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933217590>

Les notes et les sources se trouvent à la fin du chapitre.

Limites de la mesure

Discrimination

La mesure de la discrimination perçue reste très subjective. La perception d'une discrimination varie en effet selon les caractéristiques du répondant, de sa communauté, ou encore des discours publics relatifs à l'intégration entendus dans le pays d'accueil. Les victimes pourraient ne pas toujours déceler une pratique discriminatoire lorsqu'elle se produit ou, à l'inverse, mettre sur le compte d'une discrimination certains obstacles ou difficultés dus en réalité à d'autres facteurs. Les données découlant de l'auto-déclaration de la discrimination doivent donc être prises avec précaution.

D'autres mesures plus objectives de la discrimination existent, mais il est difficile de les réaliser dans le contexte d'une comparaison internationale. Il existe ainsi des méthodes économétriques capables de mesurer la différence résiduelle sur certains indicateurs entre immigrés et personnes nées dans le pays, ajustés par des caractéristiques observables. L'écart restant, après ajustement de l'indicateur, est la part non expliquée, dans laquelle on retrouve des facteurs comme la discrimination. Mais il est impossible de savoir quelle est la part réelle de la discrimination au sein de ces facteurs non observables. D'une part, parce que les données observables varient selon les sources. Selon qu'elle soit mesurée dans l'enquête ou pas, la maîtrise de la langue par exemple peut faire partie des données observables d'ajustement ou faire partie de la part inexpliquée. D'autre part, même dans les enquêtes ou un maximum de données explicatives sont observables, il reste toujours des facteurs qui ne peuvent être mesurés objectivement : réseaux personnels, connaissance des procédures et de la culture de la société d'accueil, motivations personnelles, etc.

Il existe enfin une autre méthode objective de mesure de la discrimination : le test en situation. Le principe de ce test est de comparer les résultats de demandes d'emploi ou de logement envoyées simultanément par deux individus au profil similaire et dont la seule caractéristique distinctive est l'antécédent migratoire, souvent signalé par le prénom et le patronyme. La discrimination est évaluée alors en fonction de l'écart entre le nombre d'appels, d'entretiens ou de visites de logement que reçoivent les deux candidats. Le test en situation, bien que plus rigoureux, reste complexe à utiliser dans le cadre de comparaisons internationales, tant les méthodes appliquées varient d'un test à l'autre.

Les mesures de la discrimination présentées ici se basent sur l'interrogation des immigrés à travers différentes enquêtes. Chaque enquête ayant une manière différente de poser la question, les données ne sont pas directement comparables entre elles. Les enquêtes canadiennes, néo-zélandaises et américaines interrogent ainsi sur l'expérience vécue de discrimination en raison de l'origine ethnique, la « race » ou la nationalité. L'Australie y rajoute la discrimination pour raisons religieuses. Mais les répondants ne sont pas interrogés dans les mêmes conditions. Ainsi, aux États-Unis, seule la discrimination dans l'emploi est mesurée. En conséquence, le niveau de discrimination perçue et les facteurs l'influençant ne sont pas comparables avec les autres. L'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande posent la même question mais sur des périodes de temps différentes : la dernière année avant 2012 pour la Nouvelle-Zélande, avant 2012 ou 2013 pour l'Australie, mais les cinq dernières années avant 2009 pour le Canada, ce qui augmente mécaniquement la part d'immigrés discriminés dans ce dernier pays. Les résultats de l'Enquête sociale européenne ne sont pas non plus comparables avec les pays non européens de l'OCDE car la question posée ne porte pas sur une discrimination vécue, mais

sur l'appartenance à un groupe victime de discrimination. Il s'agit d'une mesure légèrement ambiguë de la discrimination perçue car elle estompe la distinction entre l'expérience personnelle et les perceptions générales sur la situation globale du groupe ethnique auquel on appartient, ce qui tend à surestimer la discrimination perçue.

Opinion des sociétés d'accueil

L'opinion des sociétés d'accueil, ou opinion publique, est mesurée au travers des réponses les plus fréquemment apportées dans des enquêtes. Les résultats de ce type doivent être nuancés. Premièrement, ils sont d'abord influencés par la technique d'échantillonnage, la taille de l'échantillon et la conception des questions. Deuxièmement, la recherche sociologique s'interroge sur le fait que l'opinion publique soit réellement le résultat de l'agrégation de réponses individuelles aux enquêtes d'opinion. D'une part, parce qu'elle découle du postulat que chaque individu a une opinion sur chaque sujet, ce qui revient à ignorer les non-réponses, qui sont pourtant une information en soi. D'autre part, la force et l'importance des points de vue peuvent largement différer d'un individu à l'autre. Enfin, ces enquêtes d'opinion publique sont basées sur l'hypothèse d'un consensus implicite sur les questions qui intéressent la société.

Plus important encore, la question « est-ce que votre lieu de résidence est un bon endroit pour que les immigrés y vivent » est seulement une mesure rudimentaire du niveau d'acceptation. Les réponses peuvent n'avoir aucun lien avec l'acceptation et le niveau d'accueil de la société envers les immigrés. Les répondants peuvent ainsi interpréter cette question comme une demande sur les conditions économiques locales ou sur la qualité des infrastructures disponibles pour les immigrés.

Notes, sources et pour en savoir plus

Note des graphiques, tableaux et indicateurs

Les données de l'ESS de l'Autriche, de l'Italie et du Luxembourg ne sont pas disponibles pour la période 2008-12.

Indicateur 12.1 : Les données concernant les pays européens font référence au sentiment d'appartenir à un groupe victime de discrimination en raison de son origine ethnique, sa « race » ou sa nationalité. Les données australiennes font référence aux immigrés déclarant avoir subi des discriminations en raison de la couleur de leur peau, de leur origine ethnique ou de leur religion. Les données canadiennes font référence aux immigrés déclarant, au cours des cinq dernières années, avoir été victimes de discrimination ou être traités de manière non équitable en raison de leur origine ethnique, culture, « race » ou couleur de peau. Les données pour les États-Unis font référence aux enquêtés en emploi qui se sentent, d'une façon ou d'une autre, victimes de discrimination dans leur travail en raison de leur « race » ou leur origine ethnique. Les données néo-zélandaises font référence aux immigrés déclarant avoir été traités injustement ou avoir vécu une situation déplaisante dans les douze derniers mois à cause de leur origine ethnique, leur « race » ou leur nationalité. Pour ce pays, l'erreur relative d'échantillonnage est de 30 à 49 % pour les hommes, les 25-54 ans, les personnes nées dans des pays à revenus élevés, celles ayant un niveau d'éducation moyen et élevé, celles étant en emploi ou inactives. Elle est de 50 à 99 % pour les 15-24 ans, les 55-64 ans, les peu ou pas diplômés et les chômeurs.

Indicateur 12.2 : Les non-réponses ne sont pas incluses.

Graphiques 12.5 et 12.6 : 2011 pour l'Allemagne, le Chili, la Corée, le Japon, le Mexique et le Royaume-Uni ; 2006 pour l'Autriche, la Bulgarie, Chypre^{1, 2}, la Finlande, l'Irlande, la Norvège, le Portugal, la République slovaque, la Slovénie et la Suisse ; 2008 pour l'Islande, le Luxembourg et Malte.

Note concernant Israël*

* Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/888932315602>.

Notes concernant Chypre^{1, 2}

1. Note en bas de page de la Turquie :

Les informations figurant dans ce document qui font référence à « Chypre » concernent la partie méridionale de l'île. Il n'y a pas d'autorité unique représentant à la fois les Chypriotes turcs et grecs sur l'île. La Turquie reconnaît la République Turque de Chypre Nord (RTCN). Jusqu'à ce qu'une solution durable et équitable soit trouvée dans le cadre des Nations Unies, la Turquie maintiendra sa position sur la « question chypriote ».

2. Note de tous les États de l'Union européenne membres de l'OCDE et de l'Union européenne :

La République de Chypre est reconnue par tous les membres des Nations Unies sauf la Turquie. Les informations figurant dans ce document concernent la zone sous le contrôle effectif du gouvernement de la République de Chypre.

Sources

Indicateur 12.1 : Enquêtes sociales européennes (ESS 2002-12) ; Enquêtes sociales générales du Canada (ESG, 2009), de Nouvelle-Zélande (NZGSS, 2012) et des États-Unis (USGSS, 2004-12) ; Australie : Scanlon Survey on Social Cohesion (SSCC 2012-13).

Indicateur 12.2 : Enquête mondiale Gallup (2007 et 2012)

Graphique 12.7 : Enquêtes sociales européennes (ESS 2008-12)

Pour en savoir plus

Heath, A., T. Liebig et P. Simon (2013), « Discrimination envers les immigrants – mesures, incidence et instruments politiques », dans *Perspectives des migrations internationales 2013*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/migr_outlook-2013-7-fr.

OCDE (2012), *Trouver ses marques : Les indicateurs de l'OCDE sur l'intégration des immigrants 2012*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264073432-fr>.

OCDE (2011), *La naturalisation: un passeport pour une meilleure intégration des immigrants ?*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264099623-fr>.

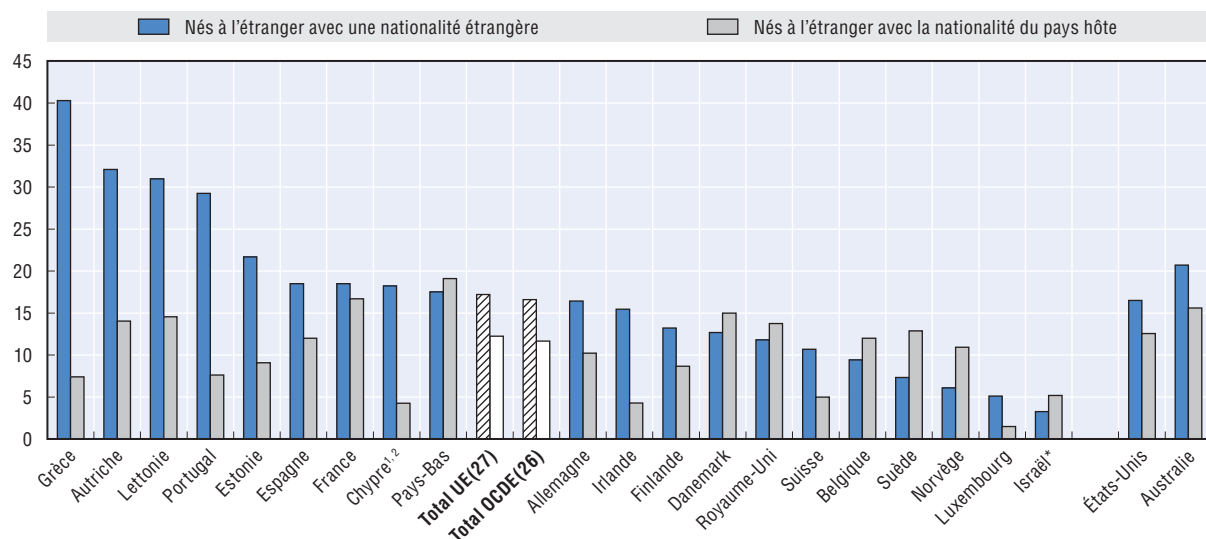
OCDE (2008), « Le prix des préjugés : la discrimination au travail fondée sur le sexe et l'appartenance ethnique », chapitre 3 de *Perspectives de l'emploi*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/empl_outlook-2008-5-fr.

Spielvogel, G. (2010), « Opinions publiques et immigration : attitudes individuelles, groupes d'intérêt et médias », *Perspectives des migrations internationales 2010*, Éditions OCDE, Paris, http://dx.doi.org/10.1787/migr_outlook-2010-6-fr.

ANNEXE 12.A1

Tableaux et graphiques supplémentaires


Graphique 12.A1.1. **Pourcentage des immigrants âgés de 15 à 64 ans qui déclarent appartenir à un groupe discriminé/avoir été victimes de discrimination en raison de leur appartenance ethnique, leur nationalité ou leur « race », selon la nationalité, 2002-12**



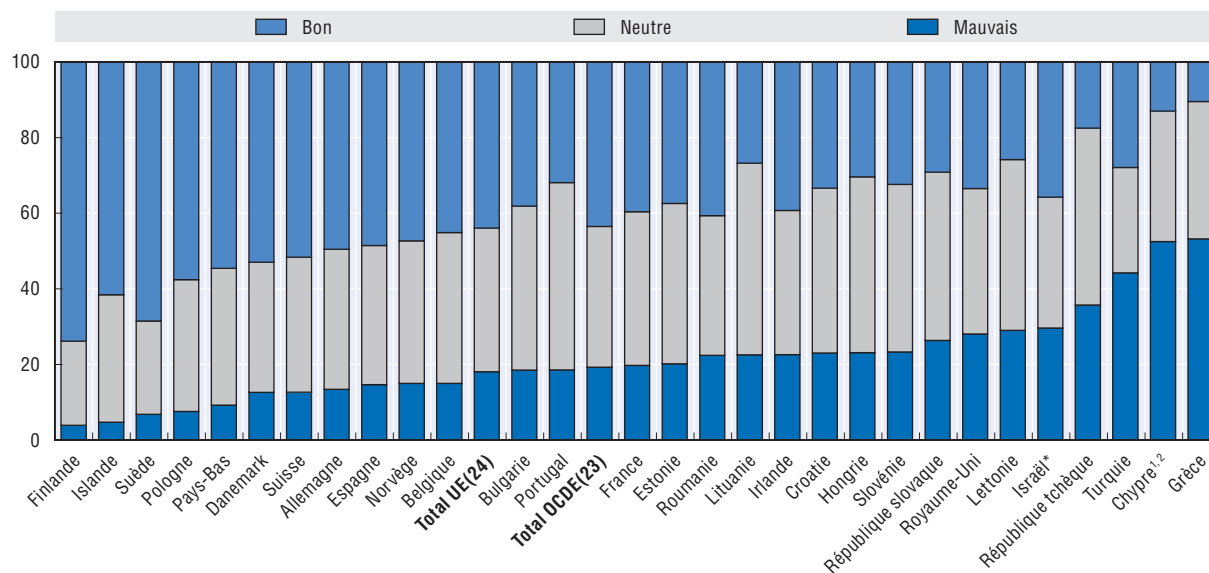
Note : Les données concernant les pays européens font référence au sentiment d'appartenir à un groupe victime de discrimination en raison de son origine ethnique, sa « race », ou sa nationalité. Les données australiennes font référence aux immigrants déclarant avoir subi des discriminations en raison de la couleur de leur peau, de l'origine ethnique ou de la religion. Les données pour les États-Unis font référence aux enquêtés en emploi qui se sentent, d'une façon ou d'une autre, victimes de discrimination dans leur travail en raison de leur « race » ou leur origine ethnique.

1, 2 : Voir la section « Notes, sources et pour en savoir plus ».

Source : Enquêtes sociales européennes (ESS 2002-12), Enquêtes sociales générales des États-Unis (USGSS 2004-12), Australie : Scanlon Survey on Social Cohesion (SSCC 2012-13).


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933217602>

Graphique 12.A1.2. Impact perçu de l'immigration sur la vie culturelle, 2008-12



1, 2 : Voir la section « Notes, sources et pour en savoir plus ».

Source : Enquêtes sociales européennes (ESS 2008-12).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933217610>



Extrait de :

Indicators of Immigrant Integration 2015 Settling In

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9789264234024-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE/Union européenne (2015), « Cohésion sociale et population immigrée », dans *Indicators of Immigrant Integration 2015 : Settling In*, Éditions OCDE, Paris/Union européenne, Brussels.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264233799-15-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.